

LOIRE

« On se tire dessus avec des armes de guerre en plein Saint-Étienne »

Pistolet-mitrailleur et brassards de police : quatre individus cagoulés se sont livrés à une expédition punitive, sur fond de trafic de stupéfiants, le 12 juillet 2018 dans le quartier du Soleil. Un seul se retrouve au tribunal. Il prend huit ans.

Ghani Djemai montre ses muscles depuis le box. « J'ai dit n'importe quoi devant la juge d'instruction parce qu'elle m'énervait ! ». La présidente du tribunal correctionnel de Saint-Etienne ne se laisse pas impressionner. « Et bien j'espère que moi, je ne vous énerverai pas... ».

Les commanditaires ?
« Des gens de Lyon »

Cet homme de 29 ans est jugé mardi pour une expédition punitive. Le 12 juillet 2018, rue du Soleil à Saint-Etienne, un riverain est agressé chez lui par quatre individus portant des brassards de la police ou des douanes. Il est frappé, attaché avec un câble électrique et bâillonné par ses assaillants, qui cherchent de l'argent. Il se libère. Le quatuor, en s'enfuyant, lâ-



L'avocat de la défense : « on est dans un quartier particulier, le Soleil, avec beaucoup de trafics ».

Photo Progrès/MaxPPP La dépêche du Midi THIERR

che une rafale de kalachnikov en pleine rue.

Djemai a été dénoncé par un renseignement anonyme. Et son ADN sur une cagoule. Pendant l'enquête, il a donné plusieurs versions. Aux juges, il en présente une nouvelle. La victime était un trafiquant de drogue, qui avait une det-

te. « Je ne sais même pas pourquoi j'ai été la tête la première dans ce plan. On m'a embauché pour aller récupérer cet argent avec trois autres personnes. J'ai touché 8 000 euros pour ça ». Qui étaient les commanditaires ? « Des gens de Lyon. Je ne peux pas dire qui, ils ont des

armes de guerre. J'ai une famille à protéger... ».

Le prévenu a vingt-cinq condamnations au casier. Henry de Poncins, procureur, est ulcéré. « On se tire dessus en plein milieu de Saint-Etienne avec des armes de guerre ! Ce n'est pas possible de se trimballer armés comme des por-

te-avons et de faire des scènes de western dans les immeubles. Pour que la vie stéphanoise s'écoule de nouveau, la société n'a d'autre solution que de mettre ce genre d'individus derrière les barreaux ».

« Un garçon très déroutant »

En défense, Me Daniel Dupuy se confie. « Il est difficile de venir devant vous avec des explications vertébrées. Je l'assiste depuis longtemps, c'est un garçon très déroutant. Il faut ramener ce dossier à de justes proportions. Ce n'était pas la guérilla à Saint-Etienne, ça s'est passé en vase clos dans un appartement. On est dans un quartier particulier, le Soleil, avec beaucoup de trafics. Il est le lampiste de service, qui prête son concours sans discernement et est aujourd'hui seul à répondre de ses actes ».

Le tribunal condamne Ghani Djemai à huit ans, avec maintien en détention. « Qu'avez-vous fait après la troisième, lorsque vous avez arrêté l'école ? » lui a demandé la présidente pendant le procès. « Ben, tout mon casier... ».

Marie PERRIN

HAUTE-LOIRE

Madama Diawara : la mobilisation grandit pour ce jeune Malien menacé d'expulsion

Le cas du jeune Malien, menacé d'expulsion, émeut et révolte de plus en plus de monde en Haute-Loire mais aussi en France. Arrivé au Puy-en-Velay en 2018, il était présent, mardi, pour un rassemblement de soutien alors qu'une pétition en ligne recueille désormais plus de 27 000 signatures.

À quelques centaines de mètres de la place du Breuil où étaient rassemblés de nombreux agriculteurs en colère (lire en pages 12 et 13), une autre manifestation se tenait, mardi après-midi, au Puy-en-Velay, place de la Mairie. Un rassemblement pour soutenir Madama Diawara.

« Il ne veut pas s'intégrer, il est intégré ! »

Un jeune Malien, âgé de 19 ans, dont l'histoire émeut la Haute-Loire depuis plusieurs jours. Arrivé dans une famille d'accueil du Puy-en-Velay fin 2018, il aimerait justement se lancer dans le monde de l'agriculture. Il a même déjà trouvé un éleveur pour poursuivre ses études avec un CAP d'ouvrier agricole.

« Ça fait deux ans qu'on travaille pour l'aider à construire un parcours, explique, très émue, Véronique de Marconnay, sa mère d'accueil. Alphabétisation, scolarisation, apprentissage... Trouver une voie qui lui convient, qui, en plus, man-

que de main-d'œuvre. Ça lui convient, il a sa place ici, on a besoin de lui. »

Son histoire est de plus en plus médiatisée, et les soutiens affluent de partout. Au-delà de la centaine de Ponots présents mardi après-midi, ce sont plus de 27 000 personnes qui, mardi soir, avaient signé une pétition lancée en ligne. « Hier (lundi), la pétition s'est enflammée, il y a eu plus de 17 000 signatures dans la journée, commente Éric Durrupt, qui en est à son onzième jour de grève de la faim. Avec ma compagne, on passe dix heures par jour à répondre à des messages de soutien. C'est devenu une activité à plein temps. Il est hors de question que je lâche. On le considère comme un de nos en-



Madama Diawara, 19 ans, avec sa famille d'accueil, Véronique de Marconnay et Éric Durrupt, qui est en grève de la faim depuis onze jours maintenant. Photo Progrès/Thibault AUCLERC

fants. Il ne veut pas s'intégrer, il est intégré ! »

Présent place de la mairie, Madama Diawara s'est dit « touché de tout ce soutien », expliquant qu'il voulait simplement « vivre comme les autres ». Pour l'instant, tous les papiers qu'essaye

de se procurer sa famille d'accueil en provenance du Mali ne sont pas authentifiés par la police des airs et des frontières. Madama est plus que jamais menacé d'expulsion.

Thibault AUCLERC
thibault.auclerc@leprogres.fr